

## — La Hongrie et la Charte sociale européenne —

### Signatures, ratifications et dispositions acceptées

La Hongrie a ratifié la Charte sociale européenne le 8/07/1999 et le Protocole additionnel à la Charte le 01/06/2005.

Elle a ratifié le Protocole portant amendement à la Charte le 4/02/2004.

Elle a ratifié la Charte sociale européenne révisée le 20 avril 2009 en acceptant 51 des 98 paragraphes de la Charte révisée mais n'a pas encore accepté la procédure de réclamations collectives.

### La Charte en droit interne

Article 7§1 de la Constitution : « Le système juridique de la République de Hongrie doit veiller à ce que les engagements découlant du droit international s'accordent avec le droit interne. »

### Tableau des dispositions acceptées

1.1	1.2	1.3	1.4	2.1	2.2	2.3	2.4	2.5	2.6	2.7	3.1	
3.2	3.3	3.4	4.1	4.2	4.3	4.4	4.5	5	6.1	6.2	6.3	
6.4	7.1	7.2	7.3	7.4	7.5	7.6	7.7	7.8	7.9	7.10	8.1	
8.2	8.3	8.4	8.5	9	10.1	10.2	10.3	10.4	10.5	11.1	11.2	
11.3	12.1	12.2	12.3	12.4	13.1	13.2	13.3	13.4	14.1	14.2	15.1	
15.2	15.3	16	17.1	17.2	18.1	18.2	18.3	18.4	19.1	19.2	19.3	
19.4	19.5	19.6	19.7	19.8	19.9	19.10	19.11	19.12	20	21	22	
23	24	25	26.1	26.2	27.1	27.2	27.3	28	29	30	31.1	
31.2	31.3							Grisée = Dispositions acceptées				

# Contrôle de l'application de la Charte sociale européenne <sup>1</sup>

## I. Le système de rapports <sup>2</sup>

### Rapports soumis par la Hongrie

Entre 2002 et 2017, la Hongrie a soumis 7 rapports sur l'application de la Charte sociale et 6 rapports sur l'application de la Charte révisée.

Le [8<sup>ème</sup> rapport](#), soumis le 27/02/2017, concerne les dispositions acceptées relatives au groupe thématique 2

«Emploi, formation et égalité des chances », à savoir :

- droit à la sécurité et à la santé au travail (article 3),
- droit à la protection de la santé (article 11),
- droit à la sécurité sociale (article 12),
- droit à l'assistance sociale et médicale (article 13),
- droit au bénéfice des services sociaux (article 14),
- droit des personnes âgées à une protection sociale (article 23),
- droit à la protection contre la pauvreté et l'exclusion sociale (article 30).

Les Conclusions portant sur ces dispositions seront publiées en janvier 2018.

Le 8ème rapport devant être soumis avant le 31/10/2018 porte sur les dispositions acceptées de la Charte révisée relatives au Groupe thématique 3 «Droits liés au travail», à savoir :

- Droit à des conditions de travail équitables (Article 2)
- Droit à une rémunération équitable (Article 4)
- Droit syndical (Article 5)
- Droit à la négociation collective (Article 6)
- Droit à l'information et à la consultation (Article 21)
- Droit de prendre part à la détermination et à l'amélioration des conditions de travail et du milieu du travail (Article 22)
- Droit à la dignité au travail (Article 26)
- Droit des représentants des travailleurs à la protection dans l'entreprise et facilités à leur accorder (Article 28)
- Droit à l'information et à la consultation dans les procédures de licenciements collectifs (Article 29)

Les conclusions relatives à ces dispositions seront publiées en janvier 2019.

---

<sup>1</sup> Le Comité européen des Droits sociaux ("le Comité") vérifie le respect de la Charte dans le cadre de deux procédures, le système de rapports et la procédure de réclamations collectives, conformément à l'article 2 du Règlement du Comité : « 1. Le Comité européen des Droits sociaux statue en droit sur la conformité des situations nationales avec la Charte sociale européenne, le Protocole additionnel de 1988 et la Charte sociale européenne révisée. 2. Il adopte des conclusions dans le cadre de la procédure de rapports et des décisions dans le cadre de la procédure de réclamations collectives ».

Plus d'informations sur les [procédures](#) sont disponibles dans la [base de données HUDOC](#) et dans le [Digest de jurisprudence du Comité](#).

<sup>2</sup> D'après une [décision de 2006 du Comité des Ministres](#), les dispositions de la Charte ont été divisées en quatre groupes thématiques. Les États soumettent un rapport sur les dispositions relatives à un groupe thématique chaque année. Ainsi chaque disposition de la Charte fait l'objet d'un rapport tous les quatre ans.

D'après une [décision de 2014 du Comité des Ministres](#), les États ayant accepté la procédure de réclamations collectives soumettent un rapport simplifié, en alternance avec le rapport susmentionné, sur les mesures adoptées à la suite des décisions du Comité sur les réclamations collectives concernant leur pays. L'alternance des rapports fait l'objet d'une rotation périodique afin d'assurer la couverture des quatre groupes thématiques.

Des informations détaillées sur le système de rapports sont disponibles à la [page web correspondante](#). Les rapports soumis par les États membres peuvent être consultés à la [section pertinente](#).

## Situations de non-conformité<sup>3</sup>

### Groupe thématique 1 « Emploi, formation et égalité des chances » - Conclusions 2012

► *Article 154 – Droit au travail- Orientation, formation et réadaptation professionnelles*

Le droit des personnes handicapées à l'intégration dans la formation soit effectivement garanti.

► *Article 1551 – Droit des personnes handicapées à l'autonomie, à l'intégration sociale et à la participation à la vie de la communauté- Formation professionnelle des personnes handicapées*

Il n'est pas établi que le droit à la formation en milieu ordinaire soit effectivement garanti aux personnes handicapées.

► *Article 1552 – Droit des personnes handicapées à l'autonomie, à l'intégration sociale et à la participation à la vie de la communauté - Emploi des personnes handicapées*

- il n'est pas établi que l'obligation légale de procéder à des aménagements raisonnables ait été effectivement garantie pendant la période de référence ;

- il n'est pas établi que l'égalité d'accès à l'emploi soit effectivement garantie aux personnes handicapées.

### Groupe thématique 2 « Santé, sécurité sociale et protection sociale » - Conclusions 2017

► *Article 352 – Droit à la sécurité et à l'hygiène dans le travail - Règlements de sécurité et d'hygiène*

Les travailleurs indépendants et les employés de maison ne sont pas protégés par la réglementation en matière de santé et de sécurité au travail.

► *Article 1151- Droit à la protection de la santé- Elimination des causes d'une santé déficiente*

Les mesures prises pour réduire la mortalité maternelle sont insuffisantes.

► *Article 1251 - Droit à la sécurité sociale- Existence d'un système de sécurité sociale*

- le montant minimum des pensions de vieillesse est insuffisant ;
- le montant minimum de l'aide aux demandeurs d'emploi est insuffisant ;
- la durée maximale d'indemnisation du chômage est trop brève ;
- le montant minimum des prestations de réadaptation et d'invalidité, dans certains cas, est insuffisant.

► *Article 1351 - Droit à l'assistance sociale et médicale - Assistance appropriée pour toute personne en état de besoin*

Le niveau de l'assistance sociale accordée à une personne seule sans ressources, y compris les personnes âgées, est insuffisant.

► *Article 1451 - Droit au bénéfice des services sociaux - Encouragement ou organisation des services sociaux*

L'égalité d'accès aux services sociaux n'est pas garantie aux ressortissants de tous les Etats parties qui résident légalement sur le territoire hongrois. **(Conclusions 2017)**

► *Article 16 - Droit de la famille à une protection sociale, juridique et économique*

Il n'est pas établi qu'il existe une offre de logements suffisante pour les familles vulnérables.

### Groupe thématique 3 « Droits liés au travail » - Conclusions 2014

► *Article 251 – Droit à des conditions de travail équitables - Durée raisonnable du travail*

La durée du travail peut aller jusqu'à 24 heures par jour pour les salariés assurant un service d'astreinte ou des permanences ; la durée du travail peut aller jusqu'à 72 heures par semaine pour les salariés assurant des permanences.

► *Article 253 – Droit A des conditions de travail équitables - Congés payés annuels*

---

<sup>3</sup> Plus d'informations sur les situations de non-conformité sont disponibles dans la [base de données HUDOC](#).

Il n'est pas établi que le droit des travailleurs de prendre au moins deux semaines de congés ininterrompus durant l'année où ils sont dus soit suffisamment garanti.

► *Article 6§2 – Droit De négociation collective - Procédures de négociation*

Aucune mesure de promotion n'a été prise afin de faciliter ou encourager la conclusion des conventions collectives, alors que le taux de couverture des travailleurs par les conventions collectives est manifestement faible.

► *Article 6§4 – Droit de négociation collective - Actions collectives*

Dans la fonction publique, seuls les syndicats qui sont parties à l'accord conclu avec le Gouvernement peuvent appeler à la grève ; les critères retenus pour la définition des fonctionnaires ne bénéficiant pas du droit de grève vont au-delà de l'article G de la Charte ; un syndicat de la fonction publique ne peut déclencher une grève que si elle est approuvée par la majorité des agents concernés.

**Groupe thématique 4 « Enfants, familles, migrants » - Conclusions 2015**

► *Article 7§1 - Droit des enfants et des adolescents à la protection - Interdiction du travail avant 15 ans*

La définition des travaux légers n'est pas suffisamment précise.

► *Article 16 - Droit de la famille à une protection sociale, juridique et économique*

- Les familles expulsées peuvent être laissées sans abri ;
- Il n'est pas établi qu'il existe une offre de logements suffisante pour les familles vulnérables ;
- Les familles roms n'ont pas accès à un logement d'un niveau suffisant ;

► *Article 17§1 - Droit des enfants et des jeunes à une protection sociale, juridique et économique - assistance, éducation, formation*

La durée maximale de la détention provisoire des mineurs est excessive.

► *Article 17§2 - Droit des enfants et des jeunes à une protection sociale, juridique et économique - enseignement primaire et secondaire gratuits - Fréquentation scolaire*

Les enfants Roms font l'objet de ségrégation en matière d'éducation.

**Le Comité n'a pas été en mesure d'apprécier si les droits suivants sont respectés et a invité le gouvernement hongrois à donner plus d'informations dans son prochain rapport sur les dispositions suivantes :**

**Groupe thématique 1 « Emploi, formation et égalité des chances »**

- ▶ Article 1§1 - Conclusions 2012
- ▶ Article 10§4 - Conclusions 2012
- ▶ Article 15§3 - Conclusions 2012
- ▶ Article 20 - Conclusions 2012

**Groupe thématique 2 « Santé, sécurité sociale et protection sociale »**

- ▶ Article 3§3 - Conclusions 2017

**Groupe thématique 3 « Droits liés au travail »**

- ▶ Article 2§2 - Conclusions 2014
- ▶ Article 2§5 - Conclusions 2014
- ▶ Article 21 - Conclusions 2014
- ▶ Article 22 - Conclusions 2014

**Groupe thématique 4 « Enfants, familles, migrants »**

- ▶ Article 8§1 - Conclusions 2015

## **II. Exemples de progrès réalisés dans la mise en œuvre des droits en vertu de la Charte** *(en cours de mise à jour)*

### **Groupe thématique 3 « Droits liés au travail »**

► Limitation de la durée d'exposition quotidienne ou hebdomadaire pour les travailleurs soumis à des températures ou à des vibrations extrêmes (arrêté n°26/1996).

### **Groupe thématique 4 « Enfants, familles et migrants »**

► Mesures prises pour assurer l'égalité de traitement concernant le bénéfice du droit à l'assistance médicale d'urgence pour tous les ressortissants des Etats parties à la Charte et à la Charte révisée (Modification de la loi sur la santé en 2004).

► La loi relative à la protection de l'enfance de 1997 a été amendée en 2004 (avec entrée en vigueur le 1er janvier 2005) pour interdire toute forme de châtements corporels, y compris, par conséquent, dans le cadre familial.

► Le code pénal entré en vigueur au 1er juillet 2013 a institué un délit de « violences commises au sein du foyer ».

► En vertu des dispositions législatives sur l'asile et la protection de l'enfance en vigueur depuis le 1er mai 2011, les mineurs non accompagnés demandant la reconnaissance de leur statut sont placés dans des organismes de protection de l'enfance relevant de la loi applicable en la matière. En conséquence, le champ d'application de la loi relative à la protection de l'enfance s'étend aux mineurs non accompagnés demandant la reconnaissance de leur statut ainsi qu'aux enfants admis en cette qualité, reconnus comme réfugiés ou protégés par les autorités hongroises.

### **Sécurité sociale**

► En application de la loi CXXII de 2015 relative aux services de santé primaire, les services de médecine scolaire font désormais partie intégrante des services de santé primaire, qui relèvent de la responsabilité des municipalités